

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0919 A 07130 3 €

Contacts : aagef@free.fr

31 décembre 2017 – 4^e trimestre

n° 148



Apologie du franquisme en Espagne, complicité du régime ¡basta ya!

Le 23 novembre, la *Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica* (ARMH) a remis au *Congreso* espagnol 218 000 signatures qui réclament aux parlementaires une réforme de la *Ley de Fundaciones*, afin d'illégaliser les entités qui font apologie du franquisme, comme la *Fundación Francisco Franco*. L'ARMH a rappelé que cette fondation d'inspiration fasciste bénéficie d'exemptions fiscales, ce qui revient à ce que l'état espagnol la subventionne.

Le 1^{er} décembre, comme suite à une visite de Rajoy à Pontevedra, *El País* a titré : « *Rajoy no sabe por qué quitaron el nombre de un almirante franquista de su calle* ». En 2002, la municipalité de Pontevedra, contre l'avis du *Partido Popular*, a débaptisé la rue Salvador Moreno Fernández car celui-ci fut l'un des criminels qui ont bombardé les civils fuyant Málaga en février 1937 ; et l'a rebaptisée Rosalía de Castro, pour honorer une figure de la littérature galicienne.

Rajoy a déclaré, devant une assemblée militaire : « *No sé por qué quitaron la calle. He vivido allí muchos años y la sigo llamando así* ». Cette obscénité en dit long sur le régime.

Pour éradiquer le franquisme, continuons.

AAGEF-FFI

Sommaire

- P. 2-3 **Toulouse, : nouveaux regards sur l'univers concentrationnaire**
- P. 4-5 **Les fossoyeurs de la Seconde République espagnole**
- P. 6 **Ariège, Gironde, Pyrénées Atlantiques - Landes**
- P. 7 **Disparitions Angèle Bettini, Cristobal Robles**
- P. 8 **Montauban : des rapatriements collectifs forcés aux enfants volés du franquisme Camps de concentration tel était leur nom**

Autour du livre

Les fossoyeurs de la Seconde République espagnole

réflexions de l'auteur

Un nouveau livre sur la Guerre d'Espagne ? Certes, mais un ouvrage ouvert à tant de vérités oubliées. Parents, amis et famille ont beaucoup conté à l'enfant de l'exil que je suis. Les années passant, j'ai découvert la grande histoire de la République espagnole au gré de rencontres et de lectures de

Des rapatriements collectifs forcés aux enfants volés du franquisme...

Dans ces colonnes nous avons souvent évoqué, preuves à l'appui, les **rapatriements collectifs forcés vers l'Espagne franquiste** qu'ont subi des milliers de réfugiés espagnols en 1939-1940 (à partir de mars 1939 !). Notre amie Manuela Gélard, née Sánchez Bonachea, a été victime d'un tel rapatriement*. Le 9 octobre 2017 à Montauban, à l'invitation de MER 82 qui organisait une projection du film de Montse Armengou : *Les enfants volés du franquisme*, elle a relaté ce qui lui est arrivé. Voici des extraits de son intervention, entrecoupés de quelques précisions de notre part.

« *En février 1939, mon père avait 40 ans. Il vint en France avec sa femme et ses enfants : Rosita, 8 ans, Santiago, 6 ans, Pedro, 4 ans, Pilarín, 2 ans et moi, Manuela, née en mars 1938 ; nous demeurions à Blanzat près de Clermont-Ferrand. Ma grande sœur et mon grand frère allaient à l'école à Blanzat. Quand la guerre éclate en France, ma mère et les 5 enfants, sommes mis dans des wagons et renvoyés en Espagne fin 1939.* »

Précision : Un document administratif indique qu'en novembre 1939 le père, **Gabriel SÁNCHEZ GARCÍA** était au camp d'Argelés !

« *Ma mère a 33 ans, elle est enceinte de 7 mois. Elle accouche le 10 janvier 1940 d'une petite Emilia ; elle est portée sur le registre d'État-Civil de Santander. Le temps de m'amener à Madrid, où nous habitons auparavant, elle laisse la petite fille à l'hôpital ; quand elle revient on lui dit qu'elle est morte ; cela n'a pas été déclaré à la Mairie : on ne trouve pas trace de son acte de décès. On suppose qu'elle a été adoptée par des franquistes.* »

* Luisa Fréchin, qui vit comme Manuela dans le Lot, et Eduardo Guillén qui vit en Ariège, ont subi aussi ces exactions, commises sous la 3^e République.

Suite en page 8

certains d'ouvrages historiques. Depuis une dizaine d'années, certains historiens, après l'ouverture des archives espagnoles, soviétiques et privées, nous ont livré de pertinentes découvertes.

Cette somme d'informations, pour beaucoup jamais publiées en France, m'a permis de revisiter l'abondante historiographie qui traite de l'Espagne contemporaine et d'approfondir un travail qui reste, à l'évidence, ouvert à la critique.

Suite en page 4

Camps de concentration, tel était leur nom

Le 30 septembre 2017, Uxué Barkos, présidente du gouvernement de Navarre, Iñigo Urkullu, président du gouvernement d'Euskadi, et Alain Rousset, président du conseil régional de Nouvelle Aquitaine, ont inauguré à **Gurs** un monument dédié aux Navarrais (environ 500) qui furent enfermés là, à partir d'avril 1939. La nouvelle inscription, reproduite ci-après :

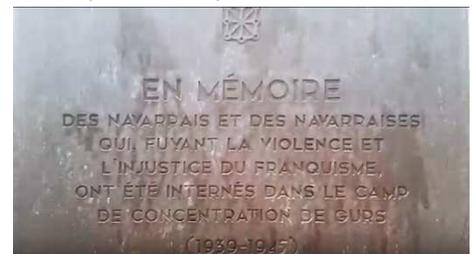


figure aussi en espagnol :

EN MEMORIA

DE LOS NAVARROS Y NAVARRAS
QUE HUYENDO DE LA VIOLENCIA
Y LA INJUSTICIA DEL FRANQUISMO
FUERON INTERNADOS EN EL CAMPO
DE CONCENTRACION DE GURS

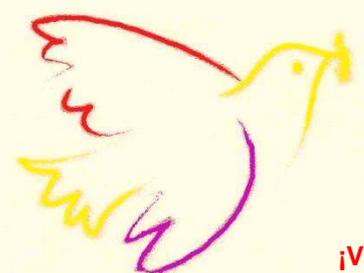
et en basque :

FRANKISMOAREN INDARKERIAK
ETA INJUSTIZIAK IHESI ATERATA
GURSEKO KONTZENTRAZIO EREMUAN
EGON ZIREN NAFFAREN
CROIMENEAN

Nous nous réjouissons que **Gurs** soit ici solennellement identifié comme il le fut dès sa création : **un camp de concentration**, à l'heure où certains voudraient nous interdire d'employer cette dénomination pour désigner les camps du Barcarès, de Noé, de Rivesaltes... et même tous les camps français ! (sauf le Struthof ! Voir bulletin 146, p. 11). **Contre le révisionnisme et la censure, parlons vrai.**

Voir article en page 8

Bonne année 2018



¡Viva
la República!

NOUVEAUX REGARDS SUR L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE

Toulouse, 12 janvier au 6 février 2018, MJC Roguet Saint-Cyprien (9 rue de Gascogne)
Expositions, conférences, documentaires, débats, animations



Avec le soutien du Conseil Départemental de Haute-Garonne et de la MJC Roguet.

Initiative : CIIMER et AAGEF-FFI.

« Le printemps refleurira »

1945 : le retour des déportés en Haute-Garonne

Une exposition du Musée départemental
de la Résistance et de la Déportation



Le retour des déportés, leurs difficultés et leurs souffrances pour réapprendre à vivre, mais aussi l'impuissance des familles par rapport aux rescapés, ces proches devenus si différents.

Vernissages : samedi 20 janvier, 11 h

En région toulousaine on se souvient...

Alimentés depuis les camps de concentration du Portet-Récébédou, Noé, Le Vernet d'Ariège, de nombreux convois d'« indésirables » (répression raciale ou politique) sont partis via Toulouse vers les camps nazis (Auschwitz, Dachau, Mauthausen, Ravensbrück, Aurigny...). D'autres vers les camps pétainistes d'Afrique du Nord.



Mur commémoratif, cimetière de Noé

Samedi 13 janvier sous la conduite de José González
président du Comité d'Animation du CIIMER

14 h 30 : conférence d'Henri Farreny⁽¹⁾
Les Espagnols dans les camps nazis, 1940-1945

15 h 30 : conférence de Raymond Cubells⁽²⁾
Les déportations depuis le Vernet d'Ariège, 1940-1944

Vendredi 26 janvier, 19 h : *Images des camps*
conférence de Guillaume Agullo⁽³⁾

Lundi 29 janvier, le matin, en présence de scolaires
Parcours de mémoire
documentaire présenté par Guillaume Agullo⁽³⁾

Le camp de concentration du Vernet d'Ariège

Une exposition de l'Amicale des anciens
internés politiques et résistants du camp

Environ 30 000 personnes d'une soixantaine de nationalités ont subi ce lieu d'enfermement sans jugement entre 1939 et 1944 ; près de 6000 ont été déportées hors de France par une soixantaine de convois.



Horaires de visite, renseignements : 06 36 06 26 36

Un outil pour explorer l'Histoire : le CIIMER – gare de Borredon

Le Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine (CIIMER, sis Gare de Borredon, 290 chemin de la Gare, 82300 Montalzat) est une union d'associations (48 actuellement) fondée en 2011 en vue de contribuer à la connaissance de l'Histoire des Républicains Espagnols. Contacts et visites : jose.gonzalez44@wanadoo.fr

Environ 30 000 personnes, essentiellement des Espagnols, mais aussi des juifs de diverses nationalités et des Polonais, ont transité par la gare de Borredon qui desservait le sinistre camp de Judes à Septfonds. Tel fut le cas de Francesc BOIX i CAMPO. Enrôlé dans une Compagnie de Travailleurs Étrangers, déporté, il témoigna au procès de Nuremberg comme un des auteurs - et sauveurs - des photos prises à Mauthausen.

Cesareo BUSTOS DELGADO, arriva à Mauthausen par le même convoi. Après la guerre, il fut l'un des artisans de la restauration du Cimetière des Espagnols, avec Roman GROS MARCO, arrêté près de Montauban le 11 février 1943 pour faits de Résistance, déporté vers Dachau le 27 mai 1944 depuis le Vernet d'Ariège.

Ci-dessous : à Montalzat le 11 octobre 2009, 4 anciens du camp de Septfonds, de g. à d. : Román GROS, Francisco ORTIZ, Luis CA-SARES et Francisco GONZÁLEZ. Francisco ORTIZ tient le drapeau du Kommando de Libération de Mauthausen qu'il a ramené du camp.



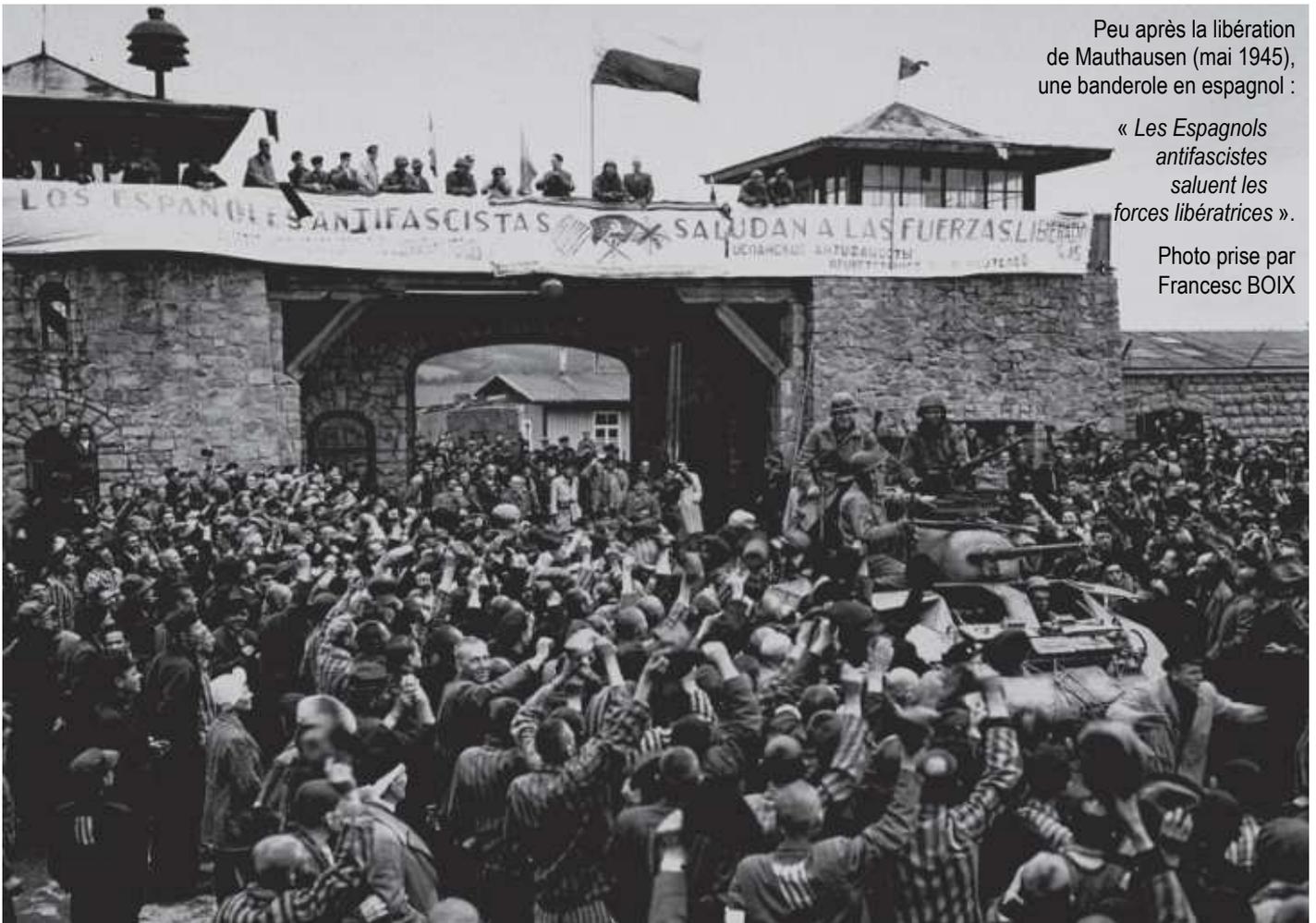
Photo : Charles Farreny

Membre du CIIMER, l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur (AAGEF-FFI), travaille sur l'Histoire de la Résistance espagnole en France.

⁽¹⁾Président de l'AAGEF-FFI. ⁽²⁾Président de l'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet d'Ariège.

⁽³⁾ Directeur du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

NOUVEAUX REGARDS SUR L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE



Peu après la libération
de Mauthausen (mai 1945),
une banderole en espagnol :

« *Les Espagnols
antifascistes
saluent les
forces libératrices* ».

Photo prise par
Francesc BOIX

Mauthausen, sinistre camp

Le nom de *Mauthausen* résonne tragiquement dans la mémoire universelle. On estime que 320 000 personnes y ont été prisonnières ; le nombre de morts serait de l'ordre de 190 000. Ce camp a été libéré début mai 1945 par l'armée américaine. On estime que près de 8 000 Espagnols rescapés de la Guerre d'Espagne de 1936-1939, réfugiés en France, ont été déportés à Mauthausen et qu'environ deux tiers d'entre eux y ont perdu la vie. Leur histoire est hélas peu connue.

Samedi 20 janvier, Toulouse MJC Roguet

14 h : concert de Didier Lázaro - Lazbeen⁽¹⁾

Una república de dolores

15 h 15 : film de Montse Armengou⁽²⁾

présenté par Gregorio Lázaro⁽³⁾ *Le convoi des 927*

17 h : atelier animé par Didier Lázaro - Lazbeen⁽¹⁾

Paroles de résistances plurielles

(1) Artiste es slam et improvisation poétique.

(2) Journaliste à TV3 (Catalogne).

(3) Président de l'Association des Espagnols de Charente (Angoulême).



Premier convoi de France : 1940

Le 20 août 1940, un convoi de 927 Espagnols partit du camp de concentration français d'Angoulême (camp des Alliers) pour Mauthausen. Ce fut le **premier convoi de civils déportés vers les camps du Reich depuis l'Europe occidentale**. Il arriva le 24 août ; déjà des Espagnols se trouvaient à Mauthausen : c'étaient d'anciens soldats républicains réquisitionnés par l'armée française, faits prisonniers par les Allemands, d'abord retenus avec les soldats français, puis séparés.

Survivre... résister... témoigner...

A Mauthausen, à Buchenwald, à Dachau, dans des conditions extrêmement difficiles, se constituèrent peu à peu quelques réseaux de solidarité.

Parce qu'ils avaient combattu récemment le fascisme en Espagne (dont des troupes hitlériennes), les Espagnols étaient particulièrement portés à résister. A Mauthausen, un comité clandestin d'union nationale espagnole fut constitué ; des Espagnols participèrent au comité international qui entreprit de préparer la libération du camp ; la sauvegarde de clichés photographiques par Francesc BOIX i CAMPO et ses compagnons s'inscrivit dans cette volonté : survivre, résister, témoigner...

Ce programme d'expositions et animations sera l'occasion 1) de s'informer et débattre au sujet du pourquoi et du comment de l'univers concentrationnaire, 2) de rendre hommage à tous les déportés. Les noms de beaucoup d'entre eux sont encore absents des registres mémoriaux publics. **Agissons pour les retrouver et les transmettre.**

Suite de la première page

Dès lors, sachant combien cette histoire écrite sous le poids de la *Guerre froide*, était à certains égards réductrice voire mensongère, j'ai voulu mettre en exergue les causes profondes comme les plus proches qui conduisirent à l'effondrement de la République espagnole, tout en affirmant les responsabilités des démocraties européennes.

Un peu d'Histoire

Chaque pays porte son Histoire. Le chemin de l'émancipation des peuples d'Espagne, à l'instar d'autres pays européens, fut âpre et sujet à moult obstructions, absolutismes et violences. Néanmoins, l'Espagne a des spécificités que nulle part ailleurs nous ne retrouvons. Par exemple, après la reconquête du pays sur les Maures, entre les XV^e et XVII^e siècles s'ouvrira en Espagne le débat de la Chrétienté comme unique religion et la pureté du sang comme la seule reconnaissance du citoyen espagnol. Les rois d'Espagne mettront tout cul par-dessus tête pour obéir à leur pulsion guerrière, à leur orgueil démesuré, aux exigences d'un catholicisme inquisiteur et au besoin d'unifier le pays, devrais-je rajouter ici à la volonté d'exploiter les provinces au bénéfice du royaume de Castille. Puis, quand les armes et le goupillon décident que rien ne va plus, on s'en prend alors à celui qui est différent, c'est-à-dire à l'impie ou à l'étranger. Les haines s'enracinant, les persécutions, les spoliations, les exécutions et les expulsions deviendront les règles de vie sociétale imposées par tyrans et inquisiteurs. Ainsi depuis la *Reconquista*, Juifs séfarades, *Moriscos*, Libéraux, *Afrancesados*, Carlistes seront condamnés à l'exil ou à disparaître.

Au XIX^e siècle, après 80 ans de guerre qui ruinèrent le pays et deux courtes expériences démocratiques en 1820 et en 1868, nous ne pouvons pas comprendre le retard sociétal du pays et en particulier celui de la bourgeoisie espagnole sur les autres bourgeoisies européennes si nous ne remontons pas à ce passé mais aussi si nous n'étudions pas les maintes spécificités des peuples d'Espagne (particularismes régionaux, conséquences des exils, la soumission aux caciques, les cruelles guerres carlistes, le mouvement anarchiste, la puissance du clergé, etc.) tout cela sera amplifié par le fait d'avoir manqué le rendez-vous avec la Révolution industrielle dont l'Angleterre, l'Allemagne et plus tard la France seront les grands bénéficiaires.

Chaque parenthèse démocratique sera combattue puis enterrée par les monarchies, les dictatures et le haut Clergé qui mettront en place après chaque expérience un féroce absolutisme affichant une politique d'inculturation. Une contestation structurée et universelle, souhaitant régénérer le pays,

verra le jour à la fin du XIX^e siècle avec des partis politiques progressistes, des syndicats et des courants de pensée comme la *Génération des Intellectuels de 1898* ou *l'Institution Libre d'Enseignement*, etc.

Au début du XX^e siècle, l'effervescence populaire avait mis à mal la monarchie. Grèves suivies de répressions et les revendications par des interdits ouvriront sur une autre dictature. Primo de Rivera résistera sept ans, mais la volonté d'émancipation était telle que la République ne pouvait plus attendre.

L'avènement menacé de la Seconde République espagnole

Un certain 14 avril 1931, l'avènement de la Seconde République, malgré les menaces qui pesaient sur son avenir, donna un extraordinaire enthousiasme aux peuples d'Espagne. Ils ne pouvaient pas imaginer combien d'embûches, combien de coup-bas, combien de haines viendront contrecarrer les espérances légitimes de justice et de liberté exprimées depuis les Lumières (*España Ilustrada*) et les expériences démocratiques nées, écrasées puis décimées le siècle précédent. Toute autre alternative à cette explosion sociale et républicaine ne pouvait dès lors s'imposer sans affrontement violent. Les peuples d'Espagne ne voulant plus rien lâcher, les grandes réformes incontournables seront le détonateur et les idéologies les explosifs du futur affrontement.

Mort d'une jeune République

La question centrale est de savoir comment fut assassinée la République espagnole. Nous entrons alors dans le vif du sujet qui a motivé cet essai. Je ne vous cache pas d'emblée que je réfute le fait que les causes principales de la perte de la guerre et de l'écroulement de la République seraient, entre tant d'autres épisodes, les tensions entre les partis politiques démocratiques, les grandes réformes et certaines collectivisations arbitraires, l'influence communiste grandissante ou les exigences autonomistes, les faiblesses du Président Azaña ou l'autoritarisme de Juan Negrín lors de son second mandat où la guerre battait son plein. Tous ces événements ont, depuis 70 ans, fait le miel de bons nombre de spécialistes. Ces faits avérés, que j'explique, que je dénonce ou que je condamne sont avant toute chose les conséquences de siècles d'obscurantismes, d'asservissements, de divisions, de précarité et de violences dont les insurgés fascistes, cléricaux et monarchistes se sont emparé pour tenter de revenir à l'absolutisme d'hier, pour mettre en œuvre, en définitive, une stratégie coercitive à l'instar des autres pays totalitaires européens. Ces réalités ne sont, ni plus ni moins, que des causes relatives affichées par les factieux pour

fomentier le coup d'état du 18 juillet 1936. Nier mon affirmation c'est ouvrir la boîte de Pandore et donner de la voix à ceux qui affirment que la guerre fut perdue pour toutes ces bonnes raisons et avouer qu'il n'y a plus rien à voir, que tout a été dit et inviter tout un chacun à passer à l'étape suivante c'est-à-dire à la *Transition démocratique* post franquiste. C'est oublier, comme le précise l'historien, Jean-François Berdah, que « *la mort de la République espagnole fut le symbole déchirant d'une faillite collective, celle de l'idéal démocratique européen* »⁽¹⁾.

L'Espagne républicaine a bouleversé en son temps l'équilibre politique de l'Europe et finalement elle a mis en exergue la succession de renoncements qui caractérisa les politiques menées par les démocraties pendant les trois années que dura le conflit. À croire que la chape de plomb faussement consensuelle imposée depuis la Seconde Guerre mondiale par les démocraties pèse encore lourdement. Ces diables de Républicains rappelleraient aux démocraties leurs inavouables capitulations d'avant-guerre : *La Non-Intervention*, l'esprit de Munich, l'abandon de l'Espagne, de la Tchécoslovaquie et finalement de la Pologne, les camps de concentration en France et la collaboration avec les nazis. L'Espagne fut donc abandonnée à son sort. Nul ne pouvait ignorer sa fin tragique, mais personne n'avait imaginé qu'elle tiendrait 988 jours dans les conditions où la *Non-Intervention* décidée par Léon Blum l'avait acculée. Le fascisme international a eu raison de la République espagnole mais rappelons ici combien les démocraties britannique et française étaient opposées aux puissances de l'Axe sauf sur un point : l'anéantissement de la République espagnole.

La Grande-Bretagne

Le pouvoir et l'influence britannique durant les années trente étaient considérables à travers le monde. Le Royaume-Uni avait atteint le point d'orgue de son expansion économique et financière. Première puissance européenne, la gestion de son Empire était essentielle pour maintenir l'approvisionnement du pays et la mainmise sur la finance internationale. Colonies et territoires gouvernés ou administrés lui permettaient de dominer 25 % de la population mondiale et 22 % des terres émergées. Alors qu'il contrôlait toutes les mers du globe, des conflits se profilaient mettant en risque l'Empire. Pour faire face à ces dangers, une politique d'apaisement sera déployée inlassablement. Les Britanniques adopteront dans tous les foyers à risque une action de pacification afin de préserver, coûte que coûte, leurs intérêts et leurs territoires et en ce sens la guerre d'Espagne n'aura à

Suite en page 5

La France

leurs yeux aucun intérêt stratégique ni politique. Pourtant après deux semaines de conflit, ils se voient obligés de formuler une véritable stratégie politique face à la situation de guerre en Espagne. Leur neutralité tactique mais inconditionnelle s'appuiera sur deux facteurs corrélés. D'une part, le risque révolutionnaire en Europe était contraire aux intérêts économiques et stratégiques du pays. Ainsi, le *Foreign Office* dénoncera le risque de bolchevisation visible à Paris comme à Madrid. Face au risque encouru, la victoire des insurgés espagnols était donc, à leurs yeux, souhaitable. D'autre part, la situation politique de la Grande-Bretagne où les syndicats et le Parti travailliste apportaient un soutien aux Républicains était l'autre limite infranchissable par les Conservateurs.

De nombreux faits prouvent combien les Britanniques soutenaient sans réserve les insurgés. Le 31 juillet 1936, un message de Churchill adressé à Léon Blum est édifiant : « *le Parti Conservateur est favorable aux insurgés. Votre sympathie pour les Républicains espagnols aura des répercussions sur nos relations car elle causera des difficultés pour défendre l'alliance franco-britannique.* »⁽²⁾. Alors que dès septembre 1936 les milieux financiers anglais publiaient des analyses où ils spéculaient sur la victoire franquiste, l'entretien, sollicité par le Vicomte de Mambias, avec le premier ministre britannique rassurera les factieux. Ainsi Mambias envoie ce message au chef du cabinet de Franco le 14 janvier 1937 : « *sympathie pour notre cause difficile à masquer ; souhaite que Madrid se rende pour considérer que cet événement serait de nature à éclaircir la situation et faciliterait le Ministère des Affaires étrangères britannique à prendre officiellement position en notre faveur.* »⁽³⁾. Toujours en 1937, Randolph Churchill, fils de Winston, donne le ton suite à un voyage éclair à Madrid. Il affirme, se référant à la *Légende Noire* exploitée par les Britanniques ce siècle précédent : « *pour nous Britanniques ce ne sont que de vils sanguinaires qui s'entre-tuent.* »⁽⁴⁾.

Les responsables politiques espagnols ne sont pas dupes des trahisons britanniques. Ainsi en juin 1937, Azaña écrit : « *notre plus grand ennemi c'est la Grande-Bretagne, tous les subterfuges inventés par la Non-Intervention et ses conséquences ont fragilisé le gouvernement de la République et favorisé les rebelles* »⁽⁵⁾. Et en novembre 38, Negrín déclare : « *la politique extérieure britannique a largement contribué, chaque fois qu'elle a pu le faire, à notre défaite* ».

Pour finir, la palme revient à Winston Churchill, le 5 septembre 1936 il écrit à son épouse : « *je me réjouis que les nationalistes espagnols progressent. Ce sont les seuls qui ont la capacité d'attaquer. Les autres peuvent seulement mourir assis. C'est horrible, mais cela est mieux pour la sécurité de tous que les communistes soient écrasés* ». Nul ne peut douter des responsabilités britanniques au vue des complicités, perfidies et trahisons manifestées.

Pendant les années trente, la France est présente dans toutes les instances internationales pour traiter les grands sujets géopolitiques. Les insuccès seront pourtant au rendez-vous, tant la gestion des dossiers, certes complexes, était le plus souvent inopérante face aux problèmes vitaux auxquels l'Europe et le monde étaient confrontés. Repoussant les grandes décisions pour ne pas avoir à les prendre, se soumettant au desiderata de la Grande-Bretagne, écoutant toutes les tendances politiques sous la pression de la vox populi, laissant finalement la chienlit s'installer durablement et les extrémismes grandir dans la rue, les chefs de l'exécutif qui se succèdent volent d'échec en échec, Léon Blum en tête.

Observons néanmoins quelques vérités. En toute objectivité, il faut bien reconnaître combien les Français étaient malades de la paix. La première Guerre Mondiale avait laissé des cicatrices et la désolation régnait dans les chaumières car elle touchait le peuple au cœur. Le Pacifisme intégral dont Aristide Briand était le chantre a certes réuni les intellectuels français et rassuré la Nation, mais ce fut aussi, malgré la grandeur de ce noble idéal, une des causes qui a contribué à la capitulation française en 1940. Voyez-vous, quand la problématique est Guerre ou Paix et que les adversaires, nazis et fascistes, ne veulent pas entendre parler de paix, il n'y a qu'une solution : se préparer au conflit annoncé et se battre.

Quelles sont donc les responsabilités de la France ? Quels sont les engagements désastreux, les reniements et dénis qui finalement creuseront sa lourde défaite et entameront son déclin en tant que grande puissance mondiale ? Tout commence dans les années trente, après que le Traité de Versailles ait montré ses insuffisances et ses excès, notamment les failles et inimitiés entre Anglo-américains et Français. Les tensions internationales montant, des drames à répétition vont annoncer la débâcle européenne. Sans que cela soit une liste exhaustive, je note en suivant les principales sources de l'échec sans appel de la politique internationale de la France : ● La stratégie d'apaisement dictée par les Britanniques ● Le laisser-faire instauré : agression de la Mandchourie par les Japonais, prise de possession de l'Abysinie par les Italiens, annexion de la Rhénanie puis intégration de la Sarre par l'Allemagne, contraires au Traité de Versailles ● Le refus français de faire évoluer le traité franco-russe signé en 1935, évolution demandée par l'URSS pour faire face aux fascismes ● La Non-Intervention dictée par la France aux 27 pays européens ● L'abandon de l'Espagne républicaine ● L'Anschluss en mars 38 ● Le triste et humiliant accord de Munich en septembre 1938 ● L'émiettement de la *Petite Alliance* qui avait rapproché la France et les pays du centre de l'Europe ● La militarisation illégale à marche forcée de l'Allemagne ● L'annexion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne puis sa guerre éclair contre la Pologne ● La

stratégie militaire allemande basée sur l'offensive inspirée par des officiers français, le Général Estienne et le colonel de Gaulle ● La *Drôle de Guerre*, dite de position et de défense, imposée par les généraux vainqueurs à Verdun ● L'effort de guerre conséquent décidé par Léon Blum annihilé par une stratégie militaire inadaptée prônée par ces mêmes vainqueurs de Verdun. La conclusion de cet étalage douloureux est l'invasion de la France par les nazis après trois semaines de combats, qui va conduire à l'armistice et à l'humiliation de la France !

L'impact de la guerre d'Espagne sera finalement pour la III^e République française (et particulièrement pour le premier gouvernement de Léon Blum interprété comme un contre-modèle de gestion des conflits, tellement il représente une fuite en avant) l'enterrement des principes et des valeurs de la République. Le 7 décembre 1938, Léon Blum justifiait ainsi son échec : « *un certain nombre de nos espérances et de nos prévisions ont été en effet trompées.* »⁽⁶⁾. Puis, il dira, bien tardivement : « *la Non-Intervention est devenue une espèce de légalisation de l'iniquité et de l'inégalité.* »⁽⁶⁾. Effondré de devoir affronter une adversité à sa droite comme à sa gauche (et ne parlons pas du centre) de récolter les foudres de son dernier allié, le Royaume-Uni, il est effaré de devoir raturer le droit, son autre source de vie. Il comprend qu'il a échoué et qu'il a fait confiance aux signatures les plus viles. Mais il ne fera rien ou presque rien !

Le tableau reste donc extrêmement sombre, après avoir fait illusion, la politique d'apaisement à laquelle Léon Blum avait souscrit sans trop y croire, sera un retentissant échec. Tous les Républicains espagnols avaient cru en Blum, ils l'ont soutenu puis déçus ils vont condamner la *Non-Intervention* et sa politique étrangère inféodée au suivisme britannique. Laxisme, peurs, démagogies mirent en scène l'abandon de la République espagnole qui, livrée au fascisme international, sera condamnée à mort. La France finira par comprendre trop tard que pour sauver la paix, il était inéluctable d'affronter militairement le fascisme.

Raymond San Geroteo

(1) Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée*, Berg International, 2000, note p. 445.

(2) Gilbert Martin, *Winston S. Churchill: The Prophet of Truth*, RosettaBooks, p. 781-782, 2015.

(3) Franco Salgado-Araujo: *Mi vida junto a Franco*, Barcelona, 1977, p. 357-365. Mambias rencontra aussi la reine Victoria Eugénie, lord Mountbatten et sir Robert Horne, tous admirateurs du *Mouvement national* (fascistes espagnols).

(4) Tom Buchanan, 'A War Away Country of Which We Know Nothing'? *Perceptions of Spain and its Civil War in Britain 1931-1939*, Twentieth Century British History, vol. 4, Issue 1, 1993, p. 23.

(5) Propos tenus par Garcés, l'un des personnages créés par Manuel Azaña en 1937 : *La velada en Benicarló*, Editorial Castalia, 2005.

(6) Jean Lacouture, *Léon Blum*, Le Seuil, 1979

ARIÈGE

Saverdun • Du 21 au 24 novembre l'exposition de nos amis de l'ACER : *Levés avant le jour. Les Brigades Internationales, de la Guerre d'Espagne à la Résistance*, prêtée par M. Périn directeur de l'ONACVG Ariège, a pu être présentée grâce à M. Calleja, maire de Saverdun, qui a spontanément proposé la Salle des Fêtes dès que nous l'en avons informé.

Les classes de 3^e du collège Gaston Fébus de Mazères, accompagnées par leurs professeurs, ont ainsi découvert cette page d'Histoire, trop peu inscrite dans les programmes scolaires. Elles ont aussi appris, par les commentaires apportés, comment et combien les personnes engagées dans ce conflit ont lutté contre le fascisme en Espagne, participant ainsi au début de la seconde guerre mondiale.



• Henri Farreny a dispensé une conférence sur *La guerre d'Espagne et les Brigades Internationales* contribuant à mieux faire connaître l'histoire de la Résistance, via des portraits de brigadistes et de guérilleros espagnols.

M. Galy, adjoint à la mairie de Saverdun, M. Castillo, conseiller municipal à Dalou*, M. Lopez, suppléant de Mme Taurine, députée de l'Ariège, assistaient à la conférence et fai-

saient part de leur satisfaction d'avoir beaucoup appris sur le sujet. Nous les remercions de leur présence, ainsi que M. Périn et M. Calleja pour le soutien apporté à l'Amicale.

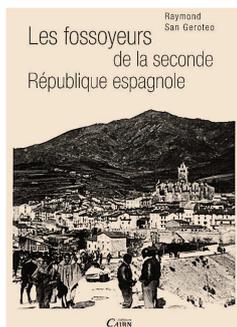
Nous remercions également Mme Castillo, professeur qui a monté le projet de visite (deux autocars) et qui nous a fait part du souhait que soient renouvelées à Mazères, l'année scolaire prochaine, exposition et conférence.

Jeanine Garcia Rodriguez

* Dalou est très proche de Gudas, où **Jesús RÍOS, premier Chef du XIV^e Corps des Guérilleros Espagnols en France** a été mortellement blessé par la Milice (hameau de Peny) le 24 mai 1944. Il est mort à Foix, Le 27 mai, entre les mains de l'ennemi.

Le Vernet d'Ariège
Samedi 27 janvier
à 14 h 30,

Salle Polyvalente,
rencontre-débat
avec Raymond San Geroteo qui présentera son livre : *Les fossoyeurs de la seconde République Espagnole*.



Nous vous y attendons nombreux. Cet essai est paru chez Cairn en 2017. En pages centrales du présent bulletin, l'auteur évoque quelques uns des sujets-clefs qu'il a étudiés.

GIRONDE

G. DUFFORT C. ESCOFFIER A. HEINRICH J. LACOME
M. LARRE R. MESPLEDE B. PEYRAT J. POUDENS P. RELLA
P. ROUPLAN G. TAILLEFER F. TOUYAA FARDET
M. ALTENSSI E. R. GARDES MANUEL DE CUENDIAS
MARCEL LAMOLERE P. SANCHEZ

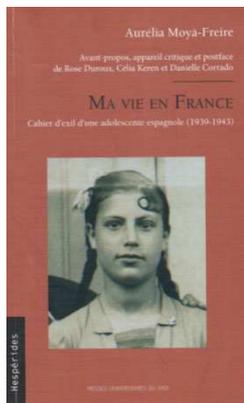


Le 27 août 1944, juste après avoir neutralisé le minage du Pont de Pierre, **Pablo SÁNCHEZ** fut abattu par un Allemand ; le 28 août, Bordeaux était libérée. 70 ans plus tard, le 3 septembre 2014, comme suite aux démarches de l'AAGEF-FFI, **Pablo SÁNCHEZ** a été reconnu *Mort pour la France* (cf bulletin n° 135).

Le 11 décembre 2017, l'AAGEF-FFI, section de la Gironde, l'association des Retraités Espagnols et Européens de la Gironde et celle des Évadés de France et Internés en Espagne ont pu lire le nom de **Pablo SÁNCHEZ** sur le **Monument aux Morts de la ville de Bordeaux**. Pour obtenir cette inscription, l'AAGEF-FFI était plusieurs fois intervenue auprès de la mairie. Nous remercions M. Jupé et le Conseil municipal, pour cette reconnaissance de l'acte de bravoure de ce guérillero de la 31^e Brigade commandée par **Eduardo CASADO (El Barba)**, elle-même intégrée dans la 24^e Division FFI-UNE commandée par **Mateo BLÁZQUEZ (Marta)**.

Laure Lataste Carralaga

PYRÉNÉES - ATLANTIQUES et LANDES



Au centre, en bleu,
Aurélia Moyà Freire

De part et d'autre du drapeau,
Jean Ooghe et Juan Muñoz

Soustons • De tous les événements que nous avons vécus au cours du dernier trimestre 2017 nous tenons à signaler celui au cours duquel Aurélia Moyà Freire a reçu les insignes de l'*Ordre National du Mérite* (ONM), samedi 4 novembre à Soustons (Landes).

Grands moments d'émotion vécus par sa famille, avec Jean Ooghe, Chevalier de la Légion d'Honneur, Mme la maire de Soustons, Frédérique Charpanel, Robert Alberti, vice-président de l'ONM, des membres de AAGEF-FFI 64/40 et un public ami fort nombreux.

Aurélia, née à Alberca (Lérida) en 1925, fut charriée par le flot de *la Retirada* jusqu'en Haute-Saône. Après un parcours exceptionnel de militante, elle a eu la volonté de fonder à ses 80 ans l'*Amicale du Camp de Miellin* où

elle avait été enfermée avec 600 Républicains espagnols dont 12 membres de sa famille.

Aurélia raconte cet épisode de sa vie dans un livre paru en janvier 2017 aux Presses Universitaires du Midi intitulé : *MA VIE EN FRANCE. Cahier d'exil d'une adolescente espagnole (1939-1943)* dont nous vous conseillons la lecture.

La cérémonie s'est terminée autour d'un verre de l'amitié. Aurélia, tout sourire a dédié son livre. Cette petite et frêle Grande Dame est un exemple pour nous tous. Merci Aurélia !

Juan Muñoz Dauvissat

Buziet-Buzy • Comme chaque année, à l'invitation d'André Cuyeu, actif responsable de l'ANACR, et des maires de Buziet, Oloron Sainte-Marie et Buzy, une délégation de l'AAGEF-FFI a participé, à Buziet puis à Buzy,

aux cérémonies en « *hommage aux victimes civiles du 17 juillet 1944 et aux Guérilleros Républicains Espagnols de la 10^e Brigade* ».

Dans le cimetière de Buziet, une stèle indique : "GUERRILLEROS ESPAÑOLES BRAZO ARMADO DE UNION NACIONAL - CARRION DIEGO, AMADO FRANCISCO, PINIES ANDRES, ANDRES ANGEL, FERRANDO JOSE, GIMENEZ FRANCISCO, GIL GREGORIO, FELIPE ANTONIO, RUENES ANTONIO, CARMONA ANTONIO, ZARAGOZA BENJAMIN, SOTOMAYOR AGAPITO, VILLANUEVA ADOLFO, FERNANDEZ ANTONIO - MUERTOS POR LA LIBERTAD Y LA FRATERNIDAD FRANCO ESPAÑOLA".

Cette année la cérémonie a eu lieu le 8 octobre ; notre cher camarade **Virgilio PEÑA**, décédé le 6 juillet 2016* nous a manqué, mais ses filles étaient là. Félicitons l'ANACR et les maires pour ces bienvenues commémorations.

* La municipalité de Billière (64) a décidé de baptiser prochainement une rue à son nom.



DISPARITIONS



Née le 20 mai 1922 à Toulouse, de parents espagnols immigrés en France en 1918, **Marie-Angèle DEL RIO** est décédée lundi 6 novembre 2017 dans sa ville natale.

En 1937, jeune ouvrière, elle s'engagea dans le mouvement des Jeunesses Communistes où elle fit la connaissance de son futur mari **Yves BETTINI**. Tous deux militèrent pour la solidarité avec l'Espagne républicaine, contre la montée du nazisme puis contre le pétainisme. Ils participèrent notamment à l'organisation d'un lancer de tracts sur le cortège du Maréchal, lors de sa visite à Toulouse, le 5 novembre 1940, ce qui entraîna leur arrestation quelques semaines plus tard, avec une dizaine de leurs camarades.

Angèle fut enfermée à la prison Saint-Michel puis dans les camps de concentration du Récébédou (Haute-Garonne), de Rieucros (Lozère), de Brens (Tarn) et de Gurs (Basses-Pyrénées) jusqu'en juillet 1944.

Yves, emprisonné à Nîmes puis transféré au camp du Vernet d'Ariège, fit partie d'une centaine d'Italiens que les carabiniers mussoliniens vinrent chercher en juillet 1943, mais il s'évada avant

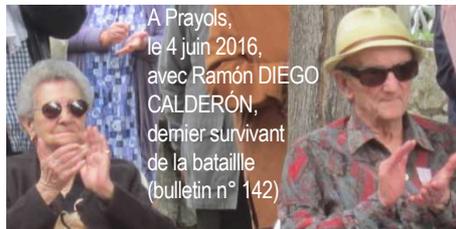


(bulletin n° 120)

que le convoi ne parvienne en Italie, rejoignant l'Armée Secrète dans l'Ain puis les FTPF. Il est décédé le 23 novembre 2008 (bulletin n° 112).

Angèle était membre actif de l'AAGEF-FFI et l'une de ses présidentes d'honneur. Un de ses derniers actes militants fut de signer en juin dernier le « **Manifeste : Les camps de concentration français de 1939-1944 : enfermement, exclusion, répression, déportation** » (bulletin n° 146), car elle qui avait subi quatre de ces camps savait de quoi il retournait. A Françoise, Pierre, Robert, à toute la famille, nous renouvelons nos condoléances fraternelles.

HF



Cristobal ROBLES MARTÍNEZ, né le 29 janvier 1921 à Aguilas (Murcia), est décédé le 24 novembre à Mazères (Ariège).

Membre de la *Juventut Socialista Unificada de Catalunya*, engagé volontaire, il termina la guerre d'Espagne comme sergent.

Passé par les camps du Vernet et de Gurs, il participa à la Résistance très tôt (dès fin 1941) en Zone Occupée (La Manche et l'Orne) via la *Unión Nacional Española* puis les Francs Tireurs et Partisans Français.

Fin 1944, il était sergent dans le 5^e Bataillon Espagnol de Sécurité commandé par **Rogelio PUERTO**, stationné dans l'Aude.

Souriant, il était de toutes nos manifestations : Prayols, Valmanya, Toulouse, Ille-sur-Têt, Bram, Montauban, Septfonds, Borredon...

Livres récemment parus

- De Phryné Pigenet : **CATALANS MALGRE TOUT. L'exil catalan en France au XXe siècle. Histoire et mémoire**, Éditeur : Trabucaire, oct. 2017, 288 p.
- De Rosa Toran : **JOSEP MIRET MUSTE (1907-1944)**, Editorial: Edicions 62, nov. 2017, 204 p.

Il aimait chanter les luttes et l'espoir, en catalan comme en espagnol. Il a milité activement dans notre Amicale au Conseil d'Administration national et dans notre Section départementale des Pyrénées Orientales.

Nous te sommes reconnaissants Cristobal pour ton engagement républicain en Espagne et en France ; pour ta fidélité à la mémoire de tes camarades, via l'organisation - l'AAGEF-FFI - qu'ils ont construite... et qui continuera.

Le bureau national :
Chantal S, Henri F, Jacques G,
Jeanine G, Joan F, José G, Raymond SG

Pau, 2010, photo : avec Raymond San Geroteo (président de MER), Felisa Salinas, Antonio Rubio, Cristobal Andrade, Virgilio Peña, Francisco González.



Ils nous ont quittés récemment :

- le 24 octobre à Pamiers, **Suzanne Cubells** née **Pla** le 11 avril 1928 à Pamiers, veuve de José Cubells, mère de nos camarades Lina et Raymond.
- le 3 décembre à Toulouse, **Sonia Núñez**, fille de Manuel Núñez et Matilde San Emeterio (réfugiés en 1939), épouse de notre ami Guy Boissières.
- Le 14 décembre à Pau, à 95 ans, **Antonio Rubio**, qui avait passé 3 ans dans les prisons franquistes. Aux familles, nous exprimons nos condoléances.

Non à un "crime de lèse-mémoire" sur le site du camp de Septfonds

Le conseil municipal de Septfonds (82) a voté par 11 voix pour, 3 contre et 4 abstentions, en faveur de l'extension d'un élevage familial de porcs déjà existant à quelques centaines de mètres du Mémorial du camp (lieudit de Jude). Avec le nouveau bâtiment projeté, 6500 animaux seraient « produits » annuellement. Les odeurs, les cris, les milliers de m³ de lisier à épandre alentour ? Cela ne dérange pas les bénéficiaires directs et indirects. Des citoyens qui se sont mobilisés contre l'extension de la porcherie ont été molestés : pétitions déchirées, banderole arrachée, menaces.

Carmen Negrín, présidente du Conseil de Pilotage du CIIMER, José González, président de MER 82 et Henri Farreny, président de l'AAGEF-FFI, ont écrit au préfet du Tarn-et-Garonne : « *Envisager ce projet symbolise un manque de respect et l'absence de connaissance ou de volonté de reconnaissance de ce triste pan de l'histoire française. Ce projet promeut un négationnisme rampant. Les excréments porcins sont incompatibles avec le respect dû à ceux qui ont souffert ici. Ce projet est en contradiction avec le monument érigé en leurs mémoires ainsi qu'avec l'inscription du lieu sur la liste du Patrimoine. C'est une offense à ceux dont les corps y gisent encore [...]. Nous demandons l'abandon pur et simple de cet indigne projet.* »

Pour contacts et soutiens :
jose.gonzalez44@wanadoo.fr 06 33 10 44 89

Mai 2018 : le CIIMER sur le Front de l'Ebre

Comme ce fut le cas en février 2017 avec un déplacement mémoriel - et mémorable ! - à Málaga via Orihuela et Bustarviejo (voir bulletin n° 145, p. 4 : 64 participants !), et toujours dans le cadre du CIIMER, MER 82 organise son voyage annuel du 23 au 29 mai prochain sur le thème « le Front de l'Ebre ». Aux visites culturelles s'ajouteront les rencontres avec les associations républicaines locales. A cette heure il ne reste guère de places dans le bus.

Renseignements :
jose.gonzalez44@wanadoo.fr 06 33 10 44 89

Hautes-Pyrénées, 1^{er} octobre 2017 l'AAGEF-FFI 65 à la Fête de l'Humanité 65

Dans le stand : Françoise Miedou, présidente.



Aude, 1^{er} décembre 2017, l'AAGEF-FFI 11 au colloque ANACR 11 sur la Résistance



Des rapatriements collectifs forcés aux enfants volés du franquisme...

Suite de la première page

« Je ne connaîtrai jamais ma petite sœur... Ma-ma se retrouve seule et sans argent. Une tante l'aide à placer ses enfants dans des orphelinats et chez des amis. Elle trouve un travail de cuisinière à l'hôtel España à Zaragoza ; elle rend visite à ses enfants dès qu'elle le peut. Pour tous c'est le temps des souffrances, des séparations, de la faim, de la peur. Mon père, lui, est interné au camp de concentration du Vernet d'Ariège. ».

Précisions* : **Gabriel SÁNCHEZ GARCÍA**, militant communiste, fut arrêté à La Chapelle-Mareuil (Lot) le 27 septembre 1942, dans le cadre d'une vaste opération contre la *Unión Nacional Española* et les guérilleros. Il connut les prisons de Toulouse puis les camps de Noé et du Vernet. Évadé de celui-ci le 20 mai 1944, il reprit le combat au sein de la 3^e Brigade de Guérilleros de l'Ariège. Par défaut, le 2 juin 1944, un tribunal toulousain le condamna à 5 ans de prison.



Gabriel

« En décembre 1948, quand les frontières sont ouvertes, nous arrivons tous en France, à Cahors... J'ai 10 ans, je fais la connaissance de mon père... Il m'appelle affectueusement "la hija del alcalde" parce qu'il avait travaillé dans une mairie... En 1977, à Saint Pierre Lafeuille je suis élue maire et cela pendant 3 mandats. Mais mon père ne l'a pas vu : il était décédé en 1965... Tous les ans je vais en Espagne... Et là je regarde les femmes, je me dis : c'est peut-être elle, ou celle-ci, ma sœur ? ».

La disparition d'Emilia résulta de l'enchaînement de deux politiques tout aussi cruelles en France et en Espagne contre les familles, qu'il convient de mesurer.



Manuela

Que devait penser Gabriel le résistant du sort réservé à la sienne dans les deux pays ?

* C. et H. Farreny, *L'Affaire Reconquista de España*, 2^e édition, 2010 – Aussi : bulletin n° 128, p. 5.

** C. et H. Farreny, *Rapatriements collectifs forcés vers l'Espagne franquiste en 1939-1940 – premières observations*, Colloque La Junquera : *Déplacements forcés et exils en Europe au XX^e siècle*, 2010, Éditions Talàia, 2012, p. 95-111. Traduction : *Repatriaciones colectivas forzadas hacia la España franquista en 1939-1940- primeras observaciones*, in *La repatriación franquista en Levante*, p. 302-326, Eneida, 2012.

Camps de concentration, tel était leur nom parlons vrai et sans entraves

Dans le bulletin n° 146 (30 juin 2017, p. 11), nous informions que la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* (FMS) avait déclaré dans un courriel adressé en avril à l'association *Mémorial de Noé* que : « *Le Camp de Noé ne peut être considéré comme un camp de concentration : c'est un camp d'internement. Il est reconnu que le Struthof est l'unique camp de concentration sur le sol français.* ». Et nous avons publié le *Manifeste* signé fin juin 2017 par de nombreuses associations et personnalités, compétentes et représentatives :

Les camps de concentration français de 1939-44 : enfermement, exclusion, répression, déportation

« Mmes et MM., chers amis de la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah*,

Nous soussignés, engagés pour faire connaître et reconnaître l'histoire de ceux qui furent captifs dans les camps de concentration de la III^e République puis de l'État Français, souhaitons vous informer que nous sommes en total désaccord avec votre affirmation : "*Le Struthof était l'unique camp de concentration sur le sol français.*"

Considérant faits et documents, avec de nombreux experts et autorités de divers pays, nous continuerons de nommer *camps de concentration* ces lieux d'enfermement, d'exclusion, de misère, d'humiliation, de répression, de déportation, de rapatriements forcés qui fonctionnèrent à Agde, Argelès-sur-Mer, Brens, Drancy, Gurs, Le Barcarès, Les Alliers, Les Milles, Le Récébédou, Le Vernet d'Ariège, Montreuil-Bellay, Poitiers, Noé, Rieucros, Rivesaltes, Ruelle, Saint-Cyprien, Saint-Sulpice, Septfonds, et autres lieux de France, sans oublier les camps d'Afrique du Nord.

Camp de concentration était l'appellation employée par le ministre de l'intérieur Albert Sarraut en 1939. Par circulaire du 10 janvier 1941, le ministre pétainiste de l'intérieur Marcel Peyrount tenta d'en réduire l'usage **en reconnaissant explicitement qu'elle était évocatrice de répression**. Malgré des variations lexicales édulcorantes, elle subsista.

Nous refusons que cette *appellation historique*, chargée d'injustices et de douleurs, soit exclusivement réservée aux seuls camps nazis de 1933-1945. **Nous refusons qu'elle soit censurée** lorsqu'il s'agit des camps français de 1939-1944.

Nous n'obligeons personne à l'employer, mais, conscients de nos devoirs vis-à-vis des générations passées et futures, nous ne transigeons pas avec notre propre **liberté d'expression**, laquelle n'attend à la dignité de personne, au contraire.

Pour transmettre l'Histoire il ne faut **ni taire ni travestir la réalité**.

L'*appellation historique* commune, *camps de concentration* ou *konzentrationslager*, a pris en France et en Allemagne diverses significations.

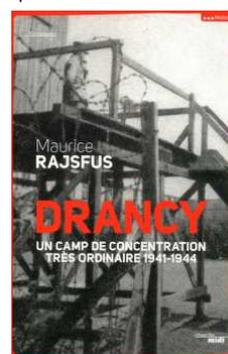
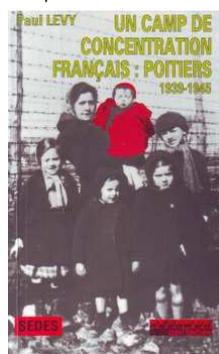
Il convient de le dire et de l'expliquer. Les éducateurs de toutes sortes peuvent et doivent discerner, en précisant *camps de concentration français* ou *camps de concentration nazis*.

Ils peuvent et doivent aussi introduire des *appellations interprétatives*, à des fins didactiques, telles que *camps de répression*, *camps d'extermination* ou *centres de mise à mort*, selon les cas.

Toujours solidaires pour le progrès des connaissances, nous restons à votre écoute, bien cordialement. »

Ce *Manifeste* a été adressé à la FMS par Raymond Cubells et José González*. Le 6 janvier 2018, en l'absence de réponse, ils ont écrit à nouveau à la FMS, pour qu'elle accepte de revoir sa déclaration.

* Présidents d'associations centrées sur l'histoire des camps de concentration de Septfonds et du Vernet.



L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre, la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts, la lutte antifranquiste ici et là-bas, des décennies de courage et de dévouement pour la liberté

Vous voulez que l'histoire authentique et complète des républicains espagnols résistants soit connue et reconnue ?

Que vous soyez ou non descendant de républicain(s) espagnol(s) résistant(s), l'heure de la relève est venue :

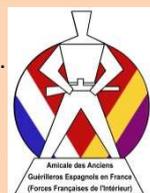
Je, soussigné(e) né(e) le à

demeurant à

désire adhérer à l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - F.F.I.

Téléphone(s) Adresse internet

Profession Autre qualité



Formulaire coloré à copier et envoyer au **siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Cartailhac, 31 000 Toulouse**, avec un chèque de 25 € (abonnement au bulletin inclus) libellé à l'ordre de : **AAGEF – FFI**. Merci aussi pour vos dons, notamment pour améliorer cette publication. L'amicale regroupe actuellement **9 amicales locales** : Ariège, Aude, Gard-Lozère, Gironde, Haute-Garonne, Lot, Pyrénées Atlantiques-Landes, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales. **Les adhérents des autres départements sont directement membres de l'amicale nationale**, jusqu'à constitution ou reconstitution d'une amicale départementale. Contacts, courrier : aagef@free.fr